



Sion, le 18 octobre 2006

COMMUNIQUE DE PRESSE

Assemblée extraordinaire des délégués La FMEF ira en justice

Les délégués de l'association faitière de la fonction publique valaisanne ont choisi d'actionner le levier judiciaire pour lutter contre la loi d'assainissement des caisses de retraite. La FMEF déposera un recours au Tribunal Fédéral, et intentera une action en responsabilité civile contre l'employeur. L'assemblée a par contre rejeté le lancement d'un referendum.

Le sort de la loi sur l'assainissement des deux caisses de pensions publiques, votées par le Parlement la semaine dernière, finira entre les mains de la justice. A une écrasante majorité (216 oui contre 21 non), les 239 délégués réunis ce soir à Sion ont choisi de recourir contre la loi au Tribunal Fédéral. L'action vise son annulation pure et simple, le cas échéant l'abrogation de certains de ses articles. La FMEF demandera l'effet suspensif, qui gèlerait l'entrée en vigueur de la loi en attendant le verdict des juges. Premier argument du recours: la loi ne respecte pas le principe d'équité. La symétrie des sacrifices, cheval de bataille du Gouvernement et de la majorité des députés lors des débats parlementaires, n'est qu'une illusion. Selon les calculs des actuaires conseils de la FMEF, l'Etat aura déboursé 79 millions pour assainir les caisses en 2038. A la même date, les assurés auront consenti un sacrifice financier de 500 millions de francs! Second argument, le Gouvernement a violé son obligation de négociation, garantie par la Constitution fédérale et des conventions de l'Office International du Travail ratifiées par la Suisse.

L'employeur face à ses responsabilités

Les délégués de la fonction publique et des enseignants ont également choisi de mettre leur employeur (Etat ou Parlement) devant ses responsabilités. C'est lui qui a provoqué la débâcle des caisses de pensions. C'est à lui d'assumer la plus grande part de ses propres manquements. Par 192 oui contre 40 non, les délégués ont accepté d'entreprendre une action en responsabilité civile. L'assemblée a également confié au comité fédératif de la FMEF le soin de contester les futures dispositions d'application de la future loi - décrets, changements de statuts des caisses de pensions - par 207 oui contre 25 non. .

Enfin, l'option du referendum, jugée trop risquée, n'a pas été retenue (144 non, 78 oui). Cette «assemblée historique, tenue dans une grande sérénité», selon les termes du président de la FMEF Pierre-André d'Andrès, s'est terminée après plus de trois heures de débats.

Informations complémentaires: Michel Perruchoud, secrétaire général de la FMEF, au 079 701 73 63.